

Les propos de l'ex-ministre de la Santé, Agnès Buzyn, aujourd'hui candidate à la mairie de Paris, ont suscité une onde de choc qui n'est pas prête de se calmer... Dans un entretien ce mardi 17 mars chez nos confrères du Parisien, elle déclare : « *J'ai prévenu début janvier Emmanuel Macron et fin janvier Édouard Philippe sur le risque de pandémie du coronavirus... Je savais que le tsunami était devant nous... On aurait dû tout arrêter (NDLR les élections municipales), c'est une mascarade !* ».

Sommé de s'expliquer face à une opposition totalement unanime, le 1^{er} ministre, Édouard Philippe, estime « *qu'à l'époque, tous les médecins n'étaient pas unanimes* » reconnaissant ipso facto « *avoir bien rencontré Agnès Buzyn le 30 janvier 2020* ». Comment un responsable politique peut-il déclarer une telle chose ? Comment n'a-t-il pas honte ? Comment peut-il encore se regarder dans une glace ? Les directeurs d'hôpitaux de France pointent tous un manque de masques et les produits hydroalcooliques sont en pénurie. Comment un exécutif, gouvernement + présidence de la République, n'a-t-il pas pris les mesures les plus élémentaires au vu de ce qui se passait en Chine et qui commençait en Italie ?

L'opposition n'a pas de mots assez forts pour dénoncer une telle situation et une telle irresponsabilité. « *Consternant* », « *terrifiant* », « *responsabilité pénale engagée* », « *enquête parlementaire* », « *une potentielle affaire d'État* », « *scandale sanitaire majeur* », ... De l'extrême gauche à l'extrême droite, tous disent la même chose avec des mots différents. La conclusion revient à Nadine Morano, députée LR européenne, qui a déclaré : « *Cette bombe devrait faire sauter ce gouvernement d'incapables qui a mis en danger les Français !* ». Et elle a raison... Après avoir claironné que notre système de santé était bien meilleur que celui de nos voisins italiens et que nous n'aurions pas à trier les malades, les chefs d'établissements hospitaliers affirment aujourd'hui « *que nous ne pourrions pas soigner tout le monde, il faudra faire des choix* » (source France Info).

Alors si l'incapacité du gouvernement et de la présidence de la République est avérée, si effectivement, ils n'ont pas pris les mesures adéquates comme on peut s'en apercevoir à l'heure du confinement, alors, oui, il y aura procès et condamnations sévères car cela est juste inadmissible, irresponsable, scandaleux, immoral, et condamnable. Et ils devront être jugés pour assassinat !

Raymond Aquila

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité